

Combien le céréaliculteur touche-t-il sur le prix d'un pain? Moins de 2c. sur plus de 30c. que se vend le pain. L'intermédiaire a une grosse marge de profit et les gouvernements eux aussi ont la leur. Combien touche un producteur d'œufs? L'État peut se cacher derrière le nom d'un office quelconque. Certains répugnent à utiliser le mot «État». On peut l'appeler «office» ou «organisme gouvernemental», mais c'est encore l'État qui empêche et qui grossit.

Au stade de la troisième lecture du présent projet de loi, je veux avertir la Chambre des communes, le ministre de l'Agriculture et le consommateur canadien de restreindre le plus possible l'intervention de l'État dans le secteur agricole car l'État est un intermédiaire vorace qui, loin de céder du terrain, cherche toujours à en gagner.

M. Whelan: Oh, oh!

M. Horner: Le ministre de l'Agriculture barbote comme un poisson dans l'eau. Comme le poisson, il a presque autant d'effet sur le cours du ruisseau qu'il en a sur l'orientation du cabinet aujourd'hui. Ainsi donc, l'État gagne du terrain et s'il devient un intermédiaire, il continue de relever le prix des biens de consommation.

Dans le domaine de l'élevage en Colombie-Britannique, on a pu voir une ingérence flagrante. Le député de Medicine Hat, en a déjà parlé. Le gouvernement de la Colombie-Britannique s'est ingéré dans l'élevage, non pas pour le bien de cette industrie, mais pour s'attirer des votes et s'assurer une stabilité. Et non la stabilité de l'industrie de l'élevage. Le ministre de l'Agriculture s'est vanté du nombre de personnes qui désiraient l'intervention de l'État et de la volonté de l'industrie de voir l'État s'occuper de la gestion de l'offre dans le cadre du bill C-50. Il s'est vanté de la façon dont les éleveurs se sont prononcés à la réunion de Kamloops. Qu'auraient-ils pu faire d'autre, alors que la moyenne des paiements accordés aux éleveurs de la Colombie-Britannique dans le cadre de ce programme représentait quelque chose comme \$7,000 chacun? C'est là de la corruption de la pire espèce. C'est là le procédé d'un gouvernement désespéré qui cherche à obtenir des votes.

M. Benjamin: C'est du socialisme.

M. Horner: Oui, c'est du socialisme. Cela va durer un certain temps, puis cela va tourner court éventuellement. Le ministre des Finances (M. Turner) présente un budget et admet que nous allons connaître cette année un déficit de 4.5 milliards de dollars. C'est du socialisme, cela aussi. Le premier ministre de la Colombie-Britannique a pris le pouvoir au moment où le budget de la province enregistrait un surplus. Je ne pense pas qu'il affichera un surplus s'il continue à gouverner de la façon dont il le fait, et je ne pense pas que ce soit la meilleure chose à faire pour l'industrie de l'élevage dans son ensemble.

Cela peut paraître étonnant, mais avant que le comité de l'agriculture n'ait eu le temps de terminer ses audiences, le ministre de l'Agriculture a exprimé des réserves au sujet des possibilités de renchérissement qui résulteraient du programme de la Colombie-Britannique. Il a cité le programme en exemple pour en faire accepter l'idée au comité, mais avant que le comité n'ait eu fini de l'interroger sur le bill à l'étude, il a exprimé des réserves; et, pourtant, il ne s'est pas levé pour dire que le gouvernement fédéral ne souscrira en aucun cas au programme de la Colombie-Britannique parce que celui-ci constitue un abus des principes du bill C-50. Il ne l'a pas dit encore.

Stabilisation des prix agricoles—Loi

J'espère qu'il le dira lors de son intervention à l'étape de la troisième lecture.

M. Whelan: Donnez-m'en le temps.

M. Horner: Le ministre veut que je lui en donne le temps. Nous ne sommes qu'au début de la séance. Il a beaucoup de temps et il en prend beaucoup, et je veux qu'il réponde à la question. C'est un exemple d'abus que le ministre de l'Agriculture de l'Ontario a dit redouter dans la question du renchérissement, quand il a témoigné devant le comité.

Le ministre a dit à voix basse, et je l'ai entendu: «Pas du tout», laissant entendre que ce n'est pas là un abus.

M. Whelan: Madame l'Orateur, pas du tout un abus, d'après les dispositions du bill parce que ce programme relève du gouvernement de la Colombie-Britannique. La même chose est arrivée en Ontario. Je ne veux pas dire que le gouvernement fédéral contribue à ce régime sous la direction de l'Ontario.

M. Horner: Je me réjouis de voir les choses tirées au clair. Le ministre a affirmé qu'il ne prévoyait pas contribuer à ce programme. J'espère qu'il s'en tiendra à cette affirmation car des élections auront lieu en Colombie-Britannique et, naturellement, le premier ministre actuel et son gouvernement cesseront d'acheter des votes pendant un certain temps. Ils ont mis sur pied un régime foncier qui a mis les éleveurs de bétail en colère, ensuite ils leur ont octroyé chacun une subvention de \$7,000. Peut-être croyaient-ils que cela allait les calmer et leur valoir des votes dans ces régions.

M. Whelan: Prétendez-vous que les éleveurs de la Colombie-Britannique sont malhonnêtes?

M. Horner: Je ne prétends pas du tout qu'ils sont malhonnêtes. Ce sont des hommes d'affaires qui ont du flair. Beaucoup d'entre eux ont pressenti ce que leur réservait le programme et ont pensé qu'il ne serait pas favorable à l'ensemble de l'industrie. D'autre part, ils ont pensé que le gouvernement néo-démocrate ne durerait pas très longtemps et qu'ils feraient aussi bien de prendre ce qu'ils pouvaient puisque le gouvernement le leur offrait de sorte qu'ils ont accepté le versement de \$7,000 sachant que cela n'aiderait pas l'industrie.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a mis sur pied un programme d'aide à l'élevage porcin. Ce programme constitue un cas de renchérissement. Il favorise la production en Colombie-Britannique alors que cette industrie serait plus rentable ailleurs. Quand on essaie de produire une denrée agricole là où elle n'est pas la plus rentable, c'est le consommateur qui en fait les frais. Qu'arrive-t-il aux nourrissons de l'Alberta? On les vend en Colombie-Britannique où ils sont engraisés parce que le gouvernement de cette province a mis sur pied un programme d'aide à cette industrie. Tous les porcs de plus de 100 livres en Alberta sont acheminés rapidement vers la Colombie-Britannique pour y être engraisés à point grâce à ce programme de soutien. Cette situation n'a rien de sensé. L'Alberta produit la moitié de l'orge canadienne. C'est donc en Alberta que les porcs devraient être engraisés, mais à cause de l'incompétence des hommes, de la cupidité des politiciens et de leur désir d'obtenir des voix, nous voyons dans l'agriculture...

M. Whelan: Dites-nous où on les consomme.